Refroidissement des relations entre la Belgique et le Burundi

Le Soir, 14 octobre 2015 Brouille entre le Burundi et la Belgique Le carnet de Colette Braeckman VÃ©tÃ©ran de la carriÃ©re diplomatique, ayant Ã©tÃ© en poste dans plusieurs pays africains dont l'Ã©tats Ouganda et le Rwanda, l'ambassadeur belge Ã Bujumbura Marc Gedopt est un diplomate chevronnÃ©, habituÃ© Ã peser ses mots pour ne pas heurter les susceptibilitÃ©s locales. Par le biais d'une note verbale, le gouvernement burundais a cependant annoncÃ© le retrait de son agrÃ©ment et demandÃ© son remplacement, en raison de la « dÃ©gradation de la confiance » entre les deux pays. Cette dÃ©cision, assez inhabituelle, a sans doute Ã©tÃ© motivÃ©e moins par les propos de l'ambassadeur (actuellement en vacances au Canada) que par plusieurs dÃ©cisions adoptÃ©es Ã Bruxelles afin de faire pression sur les autoritÃ©s burundaises : suspension de projets de formation de la police et de l'armÃ©e, et, tout rÃ©cemment, suspension du financement d'un projet qui faisait la fiertÃ© de la coopÃ©ration belge au Burundi, le projet « pavage », par lequel des centaines de jeunes, souvent issus des groupes armÃ©s, Ã©taient rÃ©insÃ©rÃ©s dans la vie civile et participaient Ã l'entretien des routes secondaires dans la capitale. Ce projet dit « Ã haute intensitÃ© de main d'Ã©uvre » dÃ©jÃ mis en Ã©uvre au Rwanda, Ã©tait en passe d'essayer Ã Bukavu, la capitale du Sud Kivu voisin. En plus de la manifestation de cette mauvaise humeur diplomatique, il semble que les autoritÃ©s burundaises aient, sinon encouragÃ©, du moins laissÃ© se dÃ©rouler sans encombre une manifestation qui a rassemblÃ© plusieurs centaines de jeunes devant l'ambassade de Belgique, criant des slogans hostiles et brandissant des pancartes peu lisibles. De l'avis de plusieurs tÃ©moins sur place, ces jeunes seraient membres des Imbonerakure, la Ligue de la jeunesse du parti du prÃ©sident, jeunes sportifs au dÃ©part mais de plus en plus politisÃ©s et accusÃ©s de s'Ã©tre livrÃ©s Ã de nombreuses intimidations et violences durant la campagne qui a menÃ© Ã l'Ã©lection du prÃ©sident Nkurunziza, dont le troisiÃ©me mandat Ã la tÃªte de l'Etat est contestÃ© par un parti mis en cause par les partenaires traditionnels du Rwanda, dont la Belgique, l'un des principaux bailleurs de fonds. Les autoritÃ©s belges ont rÃ©agi avec prudence Ã la demande de remplacement de l'ambassadeur Gedopt, qui Ã©tait de toute maniÃ©re visÃ© par le prochain « mouvement » diplomatique de 2016 : tant Didier Reynders que Rudi Demotte, ministre-prÃ©sident de la FÃ©dÃ©ration Wallonie Bruxelles, ont dÃ©noncÃ© le « geste inamical » du Burundi dont l'ambassadeur a Ã©tÃ© convoquÃ© au MinistÃ©re des Affaires Ã©trangÃ©res. Au-delÃ de cet Ã©pisode diplomatique, la brouille entre deux partenaires aussi fidÃ©les que le Burundi et la Belgique illustre la dÃ©rive du pays depuis qu'en avril dernier, le parti au pouvoir, CNDD-FDD, a choisi de reconduire le prÃ©sident sortant Pierre Nkurunziza pour un troisiÃ©me mandat, non conforme aux accords de paix d'Arusha. Conclues sous l'autoritÃ© morale des prÃ©sidents Mandela et Nyerere, (Tanzanie) ces accords complexes, rÃ©pondant aux aspirations des Hutus comme des Tutsis, reprÃ©sentaient depuis quinze ans le socle de la paix civile et de la rÃ©conciliation au Burundi. Depuis la dÃ©cision du parti au pouvoir d'imposer son candidat coÃ©tÃ© que coÃ©tÃ©, le Burundi a entamÃ© une vÃ©ritable descente aux enfers : manifestations violentes dans la capitale, tentative de putsch militaire, rÃ©pression de la presse et exil de la plupart des journalistes influents, exode de plus de 100.000 rÃ©fugiÃ©s, vers le Rwanda, la Tanzanie, le Kivu. La violence, qui fait chaque nuit des morts dans les quartiers populaires, a aussi emportÃ© le gÃ©nÃ©ral Nshyimirimana, chef des renseignements et numero deux du rÃ©gime et failli coÃ©ter la vie au chef d'Ã©tat major le gÃ©nÃ©ral Prime Nyaongabo. D'Ã©normes nÃ©cessitÃ©s nul n'est plus Ã l'abri de partis d'opposition qui ont formÃ© une coalition encore fragile, le Cnared, ni le pouvoir minÃ© par des dissensions internes et des trahisons. La suspension des coopÃ©rations Ã©trangÃ©res, en particulier le refroidissement des relations avec la Belgique pourrait accÃ©lÃ©rer la dÃ©gradation d'une Ã©conomie fragile et dÃ©pendante. En outre, si elles sont tendues avec les Occidentaux, dont les Etats unis, les relations du Burundi avec le Rwanda deviennent exÃ©crables : Kigali accuse son voisin de recruter des FDLR (Forces dÃ©mocratiques pour la libÃ©ration du Rwanda, descendants des gÃ©nÃ©ricides de 1994) et surtout, d'Ã©tablir la prÃ©sence sur le sol rwandais de personnalitÃ©s politiques, de journalistes et de militaires dÃ©serteurs, Bujumbura accuse Kigali d'encourager des manÃ©uvres de dÃ©stabilisation du rÃ©gime. Principale bÃ©nÃ©ficiaire des accords d'Arusha, qui avaient permis de mixer ex-rebelles et troupes gouvernementales, l'armÃ©e burundaise veillera ne pas trop afficher ses divisions. Mais elle s'Ã©affronte de plus en plus souvent Ã la police et craint une rÃ©duction drastique de ses budgets assurÃ©s par l'aide internationale. Une implosion de l'armÃ©e mÃ©nerait inexorablement Ã la guerre civile et la question qui hante les esprits est de moins en moins « comment » mais « quand » ?